

Pour ce 1<sup>er</sup> CDEN de l'année scolaire, l'exercice classique qui consiste pour notre syndicat à faire un (tardif) bilan de rentrée risque de tourner à l'inventaire à la Prévert, sans la poésie.

Pour commencer, comment ne pas revenir sur le suicide de notre collègue : Christine Renon le 21 septembre, acte ultime et désespéré qui est venu nous percuter de plein fouet, car cette collègue connaissait si bien le système qu'elle est allée jusqu'à anticiper la communication au sujet de son acte ! Alors on en est là ! C'est un constat glaçant sur la souffrance au travail qui est venu s'imposer à nous tous, et qui a interpellé les médias. Les suites du CHSCT extraordinaire qui s'est tenu au Ministère le 6 novembre, à la demande des syndicats, sont consternantes : mise en place d'un énième groupe de travail, promesse de recruter des médecins du travail...

**Vous n'entendez pas.** Vous ne comprenez pas que l'école primaire est le dernier service public dans de trop nombreux quartiers et de trop nombreux villages. Qu'au lieu de soutenir vraiment les équipes et leur direction d'école, en leur permettant de travailler sereinement collectivement, en leur donnant les moyens nécessaires, au lieu de cela, vous choisissiez de faire implorer ces écoles maternelles et élémentaires.

- Rétablissez-vous les aides administratives, que vous avez supprimées à votre arrivée en 2017 ? **Non.**

- Annoncez-vous des décharges totales de direction partout où les équipes l'estiment nécessaire ? Des postes de RASED, de formateurs-trices, de remplaçants ? **Non.**

- Annoncez-vous que les demandes administratives chronophages et sans aucune utilité pour les élèves ou les enseignants cessent à compter de demain ? **Non.**

Au contraire, vous avez rendu public un « Vademecum du pilotage 100% réussite » qui va contraindre encore plus les directions d'école à se faire les soldats de votre politique, pour transformer les enseignants en exécutants. Mercredi 13 novembre, le Ministre en audition devant le Sénat a annoncé des mesures le 17 décembre... permettez notre scepticisme !

La souffrance au travail ne s'arrête pas au 1<sup>er</sup> degré, le chiffre du nombre de suicides dans l'EN a fortement augmenté : 58 l'an passé (12 en 2014-2015).

Le SNES a publié les résultats de sa grande enquête sur le métier et les conditions de travail (plus de 8500 participants) et les constats sont sans appel :

- **charge de travail qui s'alourdit (93%), sentiment de perdre la main sur son métier et d'être sans cesse soumis à des injonctions (82%), manque de temps chronique (75%), état de santé qui se dégrade en lien avec le travail (73%), salaire insuffisant (94%) ...**

Parlons maintenant de la Réforme du Lycée et du Baccalauréat ! Jamais de mémoire d'enseignant une réforme n'a été mise en place avec une telle approximation et dans une si grande précipitation ! Les E3C (Epreuves Communes de Contrôle Continu) qui représenteront 40% de la note finale du diplôme commenceront cette année en janvier pour les élèves des classes de première, et les modalités en sont à géométrie variable :

-modalités du choix du sujet renvoyées au local : les modalités de passage des

épreuves sont renvoyées aux établissements ce qui est une rupture d'égalité entre les candidats.

- La FSU s'oppose toujours à la réforme du lycée et du baccalauréat, qui ne vont que renforcer les inégalités sociales entre les élèves. Il n'est même pas prévu d'heures banalisées, les E3C auront lieu pendant les heures de cours, donc pas en conditions d'examen ! **A titre transitoire et dans l'immédiat, le SNES-FSU exige la suppression de la première session des épreuves communes et la transformation de toutes les épreuves du 3e trimestre de Première en épreuves terminales.** De fait, le bac perd son caractère national.

L'accumulation des réformes (Collège 2016, Lycée-Bac 2019, CIO, PIAL) passées au forceps, la loi Blanquer (dite Ecole de la Confiance !!!), la réforme de la Fonction Publique (et la mort programmée du rôle des CAPA), l'inclusion à marche forcée, les salaires qui stagnent depuis une décennie: **Tous ces facteurs exogènes conjugués aux facteurs endogènes** que sont les difficultés du quotidien, l'absence de moyens, les effectifs, les difficultés ponctuelles, l'autoritarisme de la hiérarchie, la pression de certains parents, **nous ont mis KO debout !**

La semaine passée le rapport Azéma-Mathiot sur « feu » l'Education Prioritaire a été publié. Il est maintenant question de redéployer les moyens des REP sur la ruralité dans le cadre du nouveau Label « Territoire et Réussite », cinq ans précisément après avoir rayé tous les établissements ruraux de la carte de l'Education Prioritaire ! Que vont devenir les établissements REP urbains ? A quand une politique de l'éducation capable de prendre en compte tous les territoires de manière égale et juste ?

C'est donc bien toute la politique salariale et managériale menée aujourd'hui qui est la cause du malaise profond ! N'en déplaise à M. Macron, le terme de pénibilité est approprié à la situation de millions de salariés. Et comme si le travail n'était pas assez ingrat, on nous annonce que la retraite s'éloigne encore. Ou peut-être n'est-ce qu'un effet d'optique, ce n'est pas qu'elle s'éloigne notre retraite, c'est juste qu'elle s'amenuise !

La FSU appelle tous ses personnels à se mettre en grève et à se faire entendre le 5 décembre !